

"Tour d'Europe" dans Il nuovo Corriere della Sera (19 août 1949)

Légende: Le 19 août 1949, commentant la visite de Paul Hoffman, responsable de l'Administration de coopération économique (ECA) en Europe, le quotidien italien Il nuovo Corriere della Sera étudie l'utilisation pratique des crédits du plan Marshall en se penchant particulièrement sur le cas spécifique de l'Italie.

Source: Il nuovo Corriere della Sera. dir. de publ. Guglielmo, Emanuel. 19.08.1949, n° 197. Milano: Corriere della Sera. "Giro d'Europa", auteur:Lenti, Libero , p. 1.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/tour_d_europe_dans_il_nuovo_corriere_della_sera_19_aout_1949-fr-eb3919d9-cc0a-41d5-84db-87509dfd25db.html



Date de dernière mise à jour: 04/07/2016

Tour d'Europe

À la suite du secrétaire américain au Trésor Snyder, M. Hoffman, chef de l'ECA (Administration de coopération économique) qui préside à la distribution des aides ERP (Programme de reconstruction européenne), refait le tour de l'Europe «marshalisée». Le premier, de par la nature de sa charge, a traité principalement des problèmes monétaires; le second s'occupe par contre de questions plus spécifiquement liées à la productivité. Tels sont les aspects, que l'on peut comparer aux deux faces d'une même médaille, d'un problème de taille, qui malgré les plans, ne parvient pas à être résolu. Il ne s'agit rien de moins que de la balance européenne des paiements, et de son déficit par rapport au dollar. La tournée des deux responsables américains est présentée comme étant motivée par un souci d'information. Il n'est en effet pas possible, au cours de ces brèves prises de contact, de discuter et de prendre des décisions. Les informations ainsi récoltées seront utiles pour ce qui est des décisions qui seront prises ces jours-ci, à Paris, au siège de l'OECE, au sujet de la répartition entre les différents pays bénéficiant de l'aide ERP, pour la période 1949-1950. Les entretiens de MM. Snyder et Hofmann avec leurs différents interlocuteurs auront aussi leur importance pour la décision qui sera adoptée à Washington en septembre prochain, à l'occasion de la réunion du Fonds monétaire international, qui sera consacrée à la révision des taux de change entre les devises européennes (et particulièrement la livre) d'une part et le dollar de l'autre.

Malgré les plans, comme je l'ai dit, même si parfois il ne s'agit que de simples prévisions. En effet, le plan qui devait servir de base à la distribution des aides pour la période 1949-1950 était déjà prêt en décembre. Mais depuis, beaucoup d'eau a coulé sous les ponts. Que l'on se souvienne seulement de la diminution des prix des principales matières premières et du manque de tonus de l'économie américaine, qui n'est d'ailleurs pas l'unique cause de la réduction de l'aide massive ERP passée de 4 500 à 3 700 millions de dollars. Lorsque l'on y regarde à nouveau, les chiffres de l'époque ne sont déjà plus d'actualité. Ce changement dans la conjoncture économique internationale peut être mesuré en fonction du fait que la Grande-Bretagne, qui se réserve la plus grosse part de l'ERP, estimait possible, pour la période 1949-1950 une réduction de 25 % des aides obtenues en 1948-1949 (1 239 millions d'aides totales auxquels il faut soustraire 290 millions de droits de tirage concédés aux autres pays, ce qui veut dire une somme de 949 millions de dollars en aides nettes) alors qu'aujourd'hui, elle ne se sent plus en mesure d'atteindre cet objectif en-dessous de 1 518 millions de dollars, soit une augmentation de 20 %. Les exportations anglaises, en effet, particulièrement vers la zone dollar, se sont effondrées depuis quelques mois. Ainsi, la pénurie de billets verts se fait chaque jour ressentir plus, ce qui amène la Grande-Bretagne à demander une réduction des aides accordées aux autres pays participant à l'ERP, afin de se voir allouer une plus grosse enveloppe.

Ainsi s'est fait jour une question complexe sur laquelle les économistes italiens n'avaient pas manqué d'attirer l'attention depuis le moment où l'on commença à parler de l'ERP: c'est-à-dire la détermination d'un critère objectif pour ce qui est de la répartition des aides en elles-mêmes. La pénurie de dollars est, comme c'était déjà le cas hier, l'aspect le plus apparent de cette situation inconfortable pour l'Europe. C'est ainsi que par manque d'informations appropriées et concises, il fut décidé de fixer le montant total des aides sur la base des déficits en dollars de la balance des paiements de chaque pays. Chaque pays participant se vit alors octroyer une aide équivalente à ce déficit présumé. Nos négociateurs ont en vain tenté de faire valoir le caractère spécifique de la situation italienne. Trouver un équilibre entre une main-d'œuvre surabondante, sans possibilité de mouvement d'émigration, et les infrastructures disponibles, pour la plupart détruites par la guerre, n'est pas chose facile vu la faiblesse de nos revenus nationaux. Lorsque sont réparties les aides calculées sur la base du déficit en dollars des balances des paiements, on en arrive d'une certaine façon à se cristalliser sur les différences de niveau de vie entre les pays européens. De toute façon, il est à présent trop tard pour changer de système, du moins pour ce qui est de la période 1949-1950. Nous devons

donc accepter une réduction qui nous fera passer de 550 à 420 millions de dollars. Il s'agit d'une diminution relativement modeste si l'on tient compte de la baisse des prix et de la réduction opérée par le Congrès pour ce qui est de l'aide totale.

Comme on le sait, M. Hofmann ne peut interférer au siège de l'OECE sur le mode de répartition des aides ERP. L'OECE a justement été voulue par les États-Unis comme embryon d'un gouvernement économique européen. Les Américains ont voulu nous mettre à l'épreuve, et une fois que fut fixée l'aide totale, ils ont invité les Européens à se débrouiller seuls pour ce qui est de la répartition des aides. Nous avons cependant offert à M. Hoffman de nombreux témoignages de notre ferme volonté de reconstruction économique, laquelle peut-être résumée par la stabilité monétaire et l'amélioration de la balance des paiements.

Cela ne doit toutefois pas nous faire oublier la nécessité de soutenir le pouls de notre économie par des investissements appropriés et le financement de l'émigration. À ce sujet, M. De Gasperi a attiré l'attention de M. Hoffman sur la nécessité d'accélérer la procédure pour ce qui est de l'utilisation du «fonds lire» qui sommeille actuellement dans les coffres de la Banque d'Italie. Comme on le sait, ce fonds est alimenté par le bénéfice des ventes des produits ERP, et il s'agit là de revenus importants tant pour l'État que pour les opérateurs privés. L'affectation du fonds lire a été calculée sur la base d'un revenu potentiel de 300 milliards de liras pour les quinze premiers mois d'aides ERP. L'approbation de ces programmes est soumise à l'aval du Parlement. D'un point de vue italien, on peut considérer qu'ils sont juridiquement irréprochables pour un montant de 262 milliards de liras. Toutefois, ces aides italiennes, qui déjà en novembre 1948 ont obtenu l'approbation sans réserve de la CEA, doivent à présent obtenir de la même organisation l'accord spécifique qui conditionne le déblocage des fonds y afférents. À la fin du mois de juin, quelque 93 milliards de liras ont été débloqués pour les transports, les subventions agricoles, les travaux publics, etc. D'autres sommes ont été débloquées en juillet. Face à ces chiffres, une plus grande compréhension est demandée de la part de la CEA pour ce qui est des investissements du fonds lire.

Comme nous venons de le voir, la reconstruction économique de l'Europe est étroitement liée au rééquilibrage des différentes balances des paiements face à la zone dollar. Lorsque l'on évoque de telles questions et quand il s'agit donc d'inciter l'Europe à exporter pour se procurer des dollars, il faut garder à l'esprit le comportement de l'autre partie. Il doit donc y avoir celui qui achète, et encore mieux, celui qui laisse acheter. M. Hoffman l'a ouvertement admis en reconnaissant que les États-Unis devaient acheter plus, envoyer plus de touristes et investir plus en Europe. À ce propos il convient de rappeler que la Grande-Bretagne, qui cherche aussi à justifier une plus grande demande en dollars ERP, s'est efforcée de trouver d'autres solutions. Il semble toutefois assez peu probable que ces projets se concrétisent. Difficile par exemple de faire croire que les États-Unis reprendront la politique d'accumulation des matières premières au moment précis où les prix chutent. Afin de provoquer un flux de dollars vers l'Europe, mieux vaut encore s'en remettre aux recettes traditionnelles: augmentation des investissements et de la productivité du travail en Europe avec réduction des coûts; ouverture des marchés en dollars aux produits européens; accroissement du nombre de touristes américains qui visitent notre continent; investissements privés, et c'est encore mieux s'ils sont garantis par le gouvernement des États-Unis, en Europe.

Libero Lenti